



Genève, le 29 juin 2018
Aux représentant-e-s des médias

Communiqué de presse conjoint des Conseils d'Etat vaudois et genevois

Fin du Matin papier: les gouvernements vaudois et genevois appellent à la poursuite du dialogue

La direction de Tamedia a refusé hier les propositions du personnel pour maintenir une version papier du Matin. Les gouvernements vaudois et genevois veulent que le dialogue reprenne afin de poursuivre le processus d'étude de toutes les alternatives. Ils souhaitent rapidement rencontrer la direction générale et le conseil d'administration de Tamedia. Face au risque de conflit collectif, le gouvernement vaudois propose ses bons offices.

Les Conseils d'Etat vaudois et genevois ont appris hier que la direction de Tamedia rejetait les propositions des collaboratrices et collaborateurs pour éviter la disparition de la version papier du *Matin*, prévue dès le 21 juillet. Simultanément, de nombreux licenciements étaient formellement annoncés au personnel.

Face à cet appauvrissement de la diversité médiatique romande et à l'importante perte d'emploi qui y est liée, les deux gouvernements regrettent que le dialogue ait été interrompu alors que la procédure devant l'office de conciliation vaudois est pendante, conduisant à une situation conflictuelle entre l'employeur et les salariés. Ils se déclarent favorables à la poursuite des discussions pour un examen approfondi de tous les scénarios possibles.

Pour ce faire, les Conseils d'Etat des cantons de Vaud et de Genève ont fait part à l'éditeur du *Matin* et aux représentants du personnel de leur disponibilité pour contribuer au maintien d'un dialogue et à la réduction du nombre de licenciements. Ils se sont adressés dans ce sens ce jour au Conseil d'administration de Tamedia afin de fixer au plus vite une rencontre de travail.

Pour toute information complémentaire:

- **Vaud:** Mme Nuria Gorrite, présidente du Conseil d'Etat, T. 021 316 70 01.
- **Genève:** M. Pierre Maudet, président du Conseil d'Etat, en contactant Mme Florence Noël, directrice communication et information, PRE, T. 022 327 90 80 ou 079 343 16 54.